

Conférence de presse du Président Emmanuel Macron à l'issue du Conseil européen.

Emmanuel MACRON

Bonjour, merci de votre présence, je voulais vous rendre compte de ce Conseil européen qui nous a permis d'avancer à vingt-sept sur la situation internationale, de l'Ukraine au Moyen-Orient, mais aussi aux déséquilibres mondiaux sur le plan macroéconomique, avec un débat sur le fond quant au prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour la période 2028 à 2034. Je voulais ici remercier la présidence chypriote pour son travail à cet égard, la mobilisation et l'organisation justement de nos travaux. Ce Conseil européen s'est tenu à l'issue du G7 d'Évian et a permis de poursuivre la dynamique enclenchée sur beaucoup de sujets lors de ce G7. D'abord, l'Ukraine. J'ai eu l'occasion de le rappeler à l'issue du G7 d'Évian, pour la première fois depuis la nouvelle administration américaine, nous avons reconvergé entre Américains et Européens sur la position à l'égard de l'Ukraine, le soutien à celle-ci, soutien militaire réaffirmé, soutien pour financer ses infrastructures énergétiques et soutien aussi pour reconstruire des sanctions à l'égard de la Russie et faire pression.

Nous avons, côté européen aussi, une position plus forte puisque c'est la première fois depuis décembre 2024 que nous adoptons à Vingt-Sept des conclusions sur l'Ukraine, ce qui est un acquis aussi de ce Conseil. Évidemment, après le début des versements du prêt de 90 milliards d'euros qui avait été décidé en décembre, la dynamique est meilleure. Nous avons confirmé ici exactement cette dynamique que je viens de décrire, enclenchée à Évian. On a eu un débat sur le soutien aux capacités de défense, en particulier antiaériennes ; le rapprochement de nos capacités et de nos productions. Nous avons aussi souligné que le prêt accordé par les Européens permettra justement de manière concrète d'améliorer la résilience énergétique ukrainienne. Je veux aussi saluer à cet égard l'accord trouvé au G7 pour financer les travaux de sécurisation de l'arche de confinement de la centrale de Tchernobyl qui avait été endommagée par un tir russe en février 2025.

Notre soutien aussi va de pair avec l'accroissement des sanctions, et là aussi position à vingt-sept. À ce titre également, nous resserrons l'étau sur la flotte fantôme, qui demeure le vecteur principal des exportations du pétrole russe, et augmentons la pression sur le système bancaire russe et les mécanismes financiers alternatifs, c'est-à-dire les cryptomonnaies utilisées pour contourner les sanctions. Comme agréé là aussi au G7, nous allons renforcer nos sanctions sur le secteur pétrolier et gazier pour une adoption rapide du 21ème paquet de sanctions. Les Européens restent prêts à contribuer à des garanties de sécurité robustes, notamment via la coalition des volontaires, qui aura un rôle à jouer au moment voulu. A ce titre, je veux ici rappeler que nous avons invité à Paris le 13 juillet prochain pour un sommet de la coalition des volontaires, tous les pays qui en sont membres, qu'ils soient membres de l'Union européenne ou pas, puis à participer au défilé du 14 juillet, aux côtés des armées aussi ukrainiennes.

Enfin, les progrès réalisés dans le processus d'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie cette semaine sont historiques, je veux ici les rappeler, ils ont été salués lors de ce Conseil ; l'ouverture du bloc des chapitres fondamentaux qui marque le début officiel des négociations d'adhésion. Je salue l'engagement de la Hongrie et de l'Ukraine sur le sujet des minorités nationales, qui permet ainsi aussi de remettre sur le droit chemin le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, en restant fondés sur le respect des mérites propres. Il s'agit d'une avancée sur ce sujet et d'une confirmation de la dynamique positive qui a été manifeste lors du G7. Ensuite, sur la situation au Moyen-Orient. Là aussi, dans la continuité des travaux que nous avons menés ces derniers jours à Évian, nous avons salué le mémorandum d'entente entre les États-Unis et l'Iran qui a permis de mettre fin aux hostilités, y compris au Liban, la réouverture du détroit d'Ormuz et qui ouvre la voie à une reprise des négociations vers un accord pour restaurer durablement la stabilité et la sécurité dans la région.

Les Européens sont prêts à contribuer à la mise en œuvre de cet accord pour rétablir la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz via la mission militaire multilatérale que nous avons finalisée, et qui pourra être déployée quand les conditions le permettront et à la demande des parties prenantes, nous nous tenons disponibles. Aussi pour que l'Iran puisse coexister pacifiquement avec son environnement régional en encadrant ses programmes nucléaires et balistiques, ainsi que la fin de ses activités de déstabilisation dans la région et en Europe. Au Liban, la position unanime a été un cessez-le-feu immédiat, et le soutien, évidemment, à celui-ci, un retrait d'Israël du territoire libanais, un retrait aussi, évidemment, et une remise de ses armes par le Hezbollah, et le soutien de la politique menée par le Président Aoun et le Premier ministre Salam d'assumer le monopole des armes aux Forces armées libanaises.

L'Union européenne mobilisera ses instruments pour renforcer l'État libanais et ses forces armées et de sécurité. À ce titre, j'ai eu l'occasion hier de voir le Premier ministre Nawaf Salam, nous allons articuler nos efforts avec aussi le travail qui est en cours à Washington entre représentants libanais et israéliens. Nous aurons l'occasion de finaliser le calendrier la semaine prochaine, en lien avec les autorités libanaises, pour une conférence de soutien aux Forces armées libanaises et à la reconstruction. Nous organiserons à Paris celle-ci dans les prochaines semaines pour mobiliser les financements internationaux, pour mobiliser le soutien aux Forces armées libanaises, mais également permettre la construction, en lien très étroit avec le Liban, des solutions qui se substitueront ou auront vocation à poursuivre l'effort aujourd'hui de la FINUL. Sur la situation à Gaza, nous allons continuer à faire pression pour mettre en œuvre le plan de paix.

Le constat est évidemment clair, aujourd'hui, la situation humanitaire est inacceptable, la solution politique n'avance pas et l'acheminement massif et sans entrave de l'aide humanitaire est la priorité. En Cisjordanie, les avancées du projet de colonisation E1 sapent la perspective d'un État palestinien et d'une solution à deux États et imposent d'agir vite : sanctions contre la colonisation extrémiste et violente de la Cisjordanie, sanctions à l'échelle européenne des ministres extrémistes, approfondissement de la différenciation entre le territoire d'Israël et les colonies illégales afin d'aligner notre politique commerciale sur le droit international. Le débat, ce matin, a permis de partager les convictions des uns et des autres sur ce sujet et d'avoir des conclusions qui vont permettre, et à la Commission d'un côté et au Conseil, de poursuivre leurs travaux et de prendre ces décisions.

Voilà pour les deux grands dossiers internationaux qui ont, ces derniers jours, été marqués, je le disais, d'abord par les avancées de ce protocole d'entente qui, au moins, a mis fin aux bombardements, avec beaucoup de dossiers qui restent ouverts et nécessitent un travail important, mais à une reconvergence entre Européens et Américains et, je le crois, à des perspectives d'évolution positives, mais qui nécessitent encore beaucoup d'engagement de tous sur ces deux dossiers. Nous avons ensuite, longuement hier soir, parlé des déséquilibres macroéconomiques mondiaux. Le constat est connu, il a été très bien décrit par le Fonds monétaire international, par les experts que nous avons mobilisés pour le G7, largement décrit et partagé lors du G7 et discuté hier. Les Européens ont d'abord, si je puis dire, leur part du travail : améliorer leur compétitivité et accroître leur investissement.

C'est cohérent avec ce que nous avons décrit lors de notre retraite en février dernier et dans tous les travaux récents. Ensuite, nous voyons aussi que, de leur côté, les États-Unis et la Chine ont une part du travail à mener : nécessité de réduire les déficits jumeaux côté américain, nécessité de traiter la question monétaire chinoise, nécessité aussi de réduire les subventions excessives et la consommation domestique insuffisante du côté de la Chine. Le dialogue sur les déséquilibres mondiaux sera poursuivi. Il a permis, dans le cadre du G7, d'avancer en définissant ce consensus en G7+. Puis aussi, quelques jours avant le G7, avec le sommet que nous avons tenu sur ce qu'on appelle le Sommet des Convergences avec l'Inde et la Chine, en associant pour la première fois depuis 20 ans la Chine à de tels travaux et en commençant à préparer ce travail sur la base de ce que je viens d'évoquer en vue du G20 de la fin d'année.

L'Union européenne doit aussi, dans ce contexte, gagner en rapidité et en efficacité. Il est aussi vrai qu'il faut simplifier, gagner en compétitivité et investir davantage. La description qui a été faite hier de la situation montre que l'Union européenne a encore des dépendances excessives dans beaucoup de domaines et qu'il y a une accélération dans certains secteurs de la désindustrialisation du fait d'une concurrence déloyale, en particulier venant de Chine. C'est pourquoi l'Union européenne doit accélérer et mobiliser ses instruments de défense commerciale pour assurer à nos entreprises des conditions de concurrence loyale. Pas de conflits, pas de protectionnisme, mais une lucidité, des instruments de juste protection et une réduction de nos dépendances.

Nous devons faire levier du marché intérieur, assumer la préférence européenne dans les secteurs stratégiques, comme on a commencé à le faire et comme la France l'a toujours soutenu, poser nos conditions aux investissements directs étrangers, avec un véritable transfert de technologie et de l'emploi local, et au fond, avoir des mesures de court terme qu'on doit encore renforcer : les clauses de sauvegarde, la préférence européenne, les mesures qu'on a déjà commencé à mettre en œuvre et qu'il faut continuer dans d'autres secteurs, les compléter au besoin. Nous devons assumer une politique de diversification comme celle qu'on fait sur les minerais critiques ou les terres rares. Là aussi, le G7 a permis de compléter notre approche européenne, puisque pour la première fois dans le cadre du G7, nous avons obtenu un accord avec les Américains pour ensemble réduire notre dépendance aux minerais critiques et aux terres rares, coopérer, et on a décidé d'un peu moins de 200 projets communs pour un montant total d'investissement d'un peu plus de 60 milliards d'euros.

On doit poursuivre cette mécanique qui est la seule qui permettra à notre industrie de maintenir ses emplois et surtout à l'innovation de se faire et d'être maîtrisée par les Européens. C'est en particulier l'objectif de L'*Industrial Accelerator Act* que nous devons adopter rapidement. C'est aussi dans ce sens que les initiatives que nous continuons de pousser pour la titrisation, la supervision unique et, au fond, un vrai marché unique des capitaux et de l'investissement en Europe s'imposent. Nous sommes entrés dans le fond de la négociation du prochain budget pluriannuel de l'Union européenne sur la période 2028-2034, à partir de ce qu'on appelle cette boîte de négociation chiffrée proposée par la présidence chypriote. Ici, nos objectifs sont assez simples pour essayer de clarifier le débat, peut-être le simplifier. Sur les dépenses, nous voulons que ce budget commun réponde aux défis de souveraineté et de sécurité des Européens.

Pour cela, qu'il préserve nos politiques traditionnelles, comme la Politique agricole commune, la politique de pêche, celle aussi que nous avons à l'égard des régions ultrapériphériques, importantes pour la France, puis la politique de cohésion, importante pour beaucoup de pays et beaucoup de nos régions. Nous devons, dans le même temps, investir dans les secteurs clés pour notre avenir et notre souveraineté : préférence européenne pour la défense, politique spatiale, intelligence artificielle, quantique, *cleantech*. Cette augmentation, qui correspond d'ailleurs à la proposition de la Commission, est très cohérente avec le constat macroéconomique que je viens de tirer. L'Europe doit investir davantage. En matière de dépenses, nous devons assumer cette augmentation, mais qui suppose aussi plus d'efficacité collective, une gouvernance claire, en particulier pour le Fonds de modernisation et de compétitivité, qui suppose que les États membres soient pleinement associés à la définition de ces objectifs, qu'on ait un critère d'excellence qui soit bien pris en compte.

Pour cela, du côté des recettes, nous devons travailler en priorité à de nouvelles ressources propres afin de stabiliser nos contributions nationales à ce budget. C'est la condition *sine qua non* d'un accord équilibré. Je veux enfin saluer les accords partiels trouvés au Conseil cette semaine par la présidence chypriote sur trois règlements de base de ce futur cadre financier et qui permettront de préserver la PAC, la pêche et le soutien spécifique à nos outre-mer, en particulier le programme POSEI. Et on doit poursuivre ce travail pour maintenir les acquis de ces derniers mois sur la neutralité technologique, la préférence européenne en matière de défense, la place des États dans la gouvernance. L'aide au développement de l'Europe, ce qu'on appelle : « l'Europe globale », ne devra pas servir aujourd'hui à financer des choses qui ne relèvent pas de cette politique, mais elle doit précisément servir l'influence, le poids de l'Europe et les partenariats dans l'esprit, là aussi, de ce que la France défend et de ce qui a été acté au G7, c'est-à-dire un nouveau partenariat fondé sur l'investissement solidaire et défense de nos intérêts avec les pays du Sud, sans confondre les différents objectifs que nous pouvons avoir à travers ce budget. Je ne vais pas être plus long pour pouvoir répondre à vos questions, mais voilà les quelques éléments que je voulais livrer à votre connaissance à l'issue de ce Conseil, où nous avons pu avancer à travers nos discussions sur des dossiers structurants, évidemment, pour notre Europe, et le faire en continuité avec les acquis consolidés lors du G7 d'Évian. Je réponds maintenant à vos questions.

Journaliste

Bonjour, Monsieur le Président. Je voulais vous demander si vous aviez été informé au préalable de l'initiative prise par Antonio Costa pour essayer d'établir un canal de communication diplomatique avec Moscou. Pensez-vous qu'il serait légitime, que le Président du Conseil européen, de représenter les Européens dans le cadre d'éventuelles négociations de paix à venir si elles se matérialisent ?

Emmanuel MACRON

Sur ce sujet, nous avons eu un débat très clair hier. Les Européens ne sont pas des médiateurs. Il y a pu y avoir des puissances parfois amies qui se sont positionnées comme étant des médiateurs de ce conflit. Nous ne sommes pas des médiateurs. Nous sommes aux côtés de l'Ukraine. Nous lui apportons de l'aide, du soutien et nous avons sanctionné la Russie. Deuxième élément très simple, très clair, que nous avons toujours défendu : le jour où il y aura des négociations, les européens devront être autour de la table. Parce qu'il en va des intérêts de l'Europe qui, partie liée avec ce qui se joue en Ukraine par l'aide que nous avons apportée, par la question de l'élargissement qui concerne les Européens, aussi par les soutiens financiers et les prêts que nous avons pu faire dans le règlement financier de celui-ci.

L'Union européenne devrait être représentée et le président Costa, en tant que ses compétences sont définies, il y aura une place. Pour autant, les États membres y auront aussi leur place. Il ne peut pas les représenter quand il s'agit des garanties de sécurité qui seront un élément clé de toute négociation. Premièrement, nous ne sommes pas des médiateurs. Deuxièmement, nous devons être autour de la table d'une négociation quand elle se tiendra, les représentants des institutions et les États membres qui sont clés pour les garanties de sécurité futures. Ce qui s'est passé ces dernières semaines, c'est que les Européens disent que dans une négociation qui avait été initiée par les Américains : « on doit en être ». C'est aussi à ce titre que le président Zelensky avait sollicité le E3 et nous avait demandé de venir à Londres, il y a 8 jours. Les choses ont changé ces derniers jours, puisque les Américains, pour la première fois depuis l'élection du président Trump, ont dit : « on se met avec vous, on soutient l'Ukraine, on va soutenir encore plus fort et on va sanctionner la Russie. »

La question aujourd'hui n'est pas de savoir qui, quand, comment doit aller négocier avec la Russie, c'est de se dire on a tous clarifié notre position, alors c'est à la Russie, à qui beaucoup d'offres ont été faites ces derniers mois, de dire quand elle sera prête à négocier. La négociation se tiendra d'abord entre la Russie et l'Ukraine, et devra associer autour de la table les Américains et les Européens. Je pense qu'il faut être très clair sur le débat et, dans le bon ordre des choses, compte tenu de ce qui s'est passé ces derniers jours, notre priorité, c'est l'aide militaire à l'Ukraine et le soutien est le soutien à sa politique énergétique pour l'hiver prochain, l'accroissement de la pression sur la Russie et notre disponibilité à recevoir un message de la Russie si elle était prête à négocier sérieusement, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Journaliste

Vous n'avez pas répondu à la question de mon collègue pour savoir si vous aviez été informé de l'initiative...

Emmanuel MACRON

Je pense que c'est de rang 2 tout ça. J'ai le droit de vous dire que c'est de rang 2. Je vous ai expliqué exactement ce que c'était là. Je pense que si nous-mêmes, nous décidons d'avoir des débats inutiles dans des situations complexes, on peut passer beaucoup de temps. Je vous dis ce que je pense et je vous dis ce que je fais.

J'ai confiance dans mes partenaires. On travaille avec les chefs d'État des gouvernements qui sont autour de la table, avec le président Costa, la présidente Von Der Leyen, en confiance, parce qu'on poursuit les mêmes objectifs. On est tous d'accord sur ce que je viens de vous dire.

Journaliste

Hier, Mette Frederiksen et Giorgia Meloni ont appelé à un nouveau débat stratégique sur l'immigration. Je crois que vous n'étiez pas encore arrivés. Est-ce que vous pensez, qu'il est nécessaire de « ravoir » un débat stratégique sur l'immigration ? Est-ce que c'est un sujet ? Et dans cette lettre qui a été signée par 19 États membres, initiés par également Rome et Copenhague, les signataires de cette lettre demandent à ce qu'il y ait une aide financière de la Commission pour financer les fameux centres de retour. Est-ce que vous pensez que cette question-là, du financement des centres de retour, doit aussi être discutée au niveau européen ?

Emmanuel MACRON

Merci pour votre question. Il y a eu, en effet, un débat, et j'étais représenté par le chancelier Merz, qui a tenu à Paris avec le Premier ministre Modi, puis le Premier ministre Salam, mais dans les conclusions, nous avons acté qu'il y aurait un débat stratégique en octobre.

Je suis tout à fait disponible pour le faire. Quelle est la politique migratoire que nous défendons ? Nous défendons, et nous avons permis d'ailleurs à cette politique d'avancer ces dernières années. Nous sommes pour qu'il y ait moins d'immigration illégale en Europe, qu'on traite plus vite le sujet quand il advient, qu'on soit plus efficace en européen, et qu'on puisse renvoyer chez eux les personnes qui n'ont pas vocation à rester sur le sol européen, donc celles qui n'ont ni l'asile, ni ne sont en train de s'intégrer ou n'ont de titre régulier. Je crois que ça relève d'un certain bon sens. C'est conforme à notre droit et c'est ce que nos sociétés attendent de nous. Je dis ça parce que c'est la France, sous sa présidence, qui a débloqué la question migratoire, qui, je rappelle, était bloquée depuis plus de 4 ans, avec plus aucune avancée. Pour y avoir fait tous les conseils sur ce sujet, c'était à chaque fois la foire d'empoigne. On a relancé cela en 2022 cela a permis d'arriver au pacte asile-migration, lequel maintenant entre en vigueur. Qu'est-ce qu'il va nous permettre ce pacte ? Et ça, je le soutiens, la France le défend parce qu'elle en a été à l'initiative. On contrôle mieux les arrivées, on a des mécanismes d'enregistrement qui permettent d'aller beaucoup plus vite et donc de suivre les personnes qui rentrent sur le territoire européen, même quand ils passent les frontières entre nos pays. On traite beaucoup plus vite les dossiers. Pour celles et ceux qui n'ont pas vocation à rester, on les renvoie beaucoup plus vite dans leur pays.

Ça a été complété par une politique de retour avec des éléments de retour vers les pays d'origine qui permet là aussi d'être plus efficaces. Tout ça, nous le soutenons. Nous avons pris ces dernières années nous-mêmes des politiques qui ont durci notre droit parce que c'était une nécessité face à la pression migratoire que le continent européen a subie. Plusieurs pays, depuis plusieurs mois, parfois années, ont décidé d'avoir des politiques, je cite le terme, « innovantes » sur le sujet. Je suis un grand soutien de l'innovation dans mon pays, je serai tout à l'heure avec Vivatech encore, mais j'ai toujours une grande prudence quand on parle d'innovation sur les valeurs et les droits humains. Permettez-moi d'avoir cette réserve. Il y a la question, en effet, de ces fameux centres de retour dans les pays tiers. Cette politique-là, la France ne la soutient pas.

Nous sommes pour une politique de retour plus efficace. Je n'ai jamais vu un centre de retour dans un pays tiers fonctionner. J'ai, ces dernières années, beaucoup entendu des gens le faire ou signer des accords. Je vous invite à considérer ce que c'est. Ça veut dire que des gens qui ne veulent pas revenir dans leur pays d'origine ou que vous n'arrivez pas à faire revenir dans leur pays d'origine, vous allez trouver un troisième pays dans lequel vous allez les pousser, et que ce pays va accepter, peut-être contre de l'argent. Alors quel pays, quelles relations vous créez, quels droits humains, et que vous allez pousser tous ces gens dans un pays qui n'est pas le leur, alors même que vous ne voulez pas les garder chez vous. Je ne suis pas sûr que ce soit ça, notre Europe. Je ne suis pas sûr que ce soient les principes fondamentaux sur lesquels notre Europe s'est construite. Je ne crois pas, par ailleurs, que ce soit efficace. La preuve en est que je n'ai jusqu'alors vu personne le faire fonctionner. Je crois même que les pays qui avaient signé des préaccords avec les uns ou les autres, membres de l'Union européenne ou d'autres, ne les ont pas mis en œuvre. Donc nous ne le mettrons pas en œuvre, et j'ai beaucoup de respect pour toutes celles et ceux qui veulent le faire, je suis en désaccord, à la fois d'un point de vue pragmatique et principiel.

Je pense que ça n'a rien à voir avec la politique européenne, ça relève des politiques nationales. En tout cas, moi, je m'opposerais à ce que le budget européen, a fortiori le budget pour la politique internationale de l'Europe, soit utilisé pour bâtir des centres de retour. Quand parfois on entend les uns ou les autres défendre des politiques avec le continent africain ou d'autres, bon courage pour défendre notre crédibilité sur ces continents en expliquant qu'on va utiliser l'argent pour l'investissement solidaire afin de faire des centres de retour sur leurs continents. Là où la totalité de l'Union africaine se mobilise aujourd'hui sur des questions historiques ô combien importantes, comme la traite des êtres humains ou autres.

Dans quel monde vit-on ? Oui, pour une politique très rigoureuse en matière d'immigration, tel que nous l'avons porté au niveau européen et national, et je l'assume. Oui, pour une politique qui lutte contre l'immigration illégale, qui nous rend plus efficaces, qui conduit à des retours. Pour ce qui est de la France, non, à des centres de retour ou des *hubs* de retour dans des pays tiers, parce que je crois que ça n'est ni efficace, ni ne correspond aux principes qui sont les nôtres. Pour ma part, ça doit relever des politiques de chaque État, je les respecte, mais ce n'est pas celles qu'on mettra en œuvre et ce n'est pas celles que le budget que nous adopterons mettra en œuvre.

Journaliste

Une question sur le sujet des déséquilibres macroéconomiques globaux, plus particulièrement sur la Chine. Hier soir, les 27 ont chargé la commission de mener un dialogue avec la Chine, mais également de réfléchir à un nouvel instrument de défense commerciale. Selon vous, est-ce que l'Union européenne a besoin d'un nouvel instrument ? Si oui, lequel ? Et dans quel délai ? Et plus globalement, est-ce que vous avez constaté une plus grande unité des 27 sur le sujet chinois, au-delà du constat, mais sur la réponse à apporter à ce déséquilibre profond avec la Chine ? Merci.

Emmanuel MACRON

Oui, je trouve qu'il y a un réveil et heureusement. J'avais porté ce débat il y a plusieurs mois. J'avais eu l'occasion de m'exprimer dans la presse et de défendre cette approche qui n'est pas une approche hostile, pardon de l'anglicisme, on reste sur le *dérisking* plutôt que le *découpling*. Donc, on ne veut pas découpler notre économie, on veut réduire nos dépendances et protéger face à de la concurrence déloyale. Je pense que c'est légitime, il faut l'assumer. Le Premier ministre belge avait aussi écrit une lettre en ce sens après son propre déplacement, et on constate tous les chiffres. Dans des secteurs industriels comme la machine-outil ou l'automobile, on a aujourd'hui des destructions d'emplois massives, et on voit aussi l'efficacité des mesures qui ont été prises par la Commission européenne, par exemple sur les véhicules électriques que nous avons soutenus. On voit que ça permet de réguler les choses et de défendre les intérêts de nos constructeurs.

On a utilisé des instruments ces derniers temps comme des clauses de sauvegarde, des mesures de préférence européennes. On a donné mandat à la Commission européenne parce qu'en fait, ça va tellement vite, il y a tellement de secteurs touchés qu'il est légitime de se poser la question : quelles sont les approches les plus efficaces ? J'ajoute qu'en fait, à chaque fois, secteur par secteur, les acteurs ou les gouvernements viennent solliciter la Commission, qui lance une enquête pour regarder s'il y a de la concurrence déloyale et ça prend souvent 12-18 mois. En 12-18 mois, vous pouvez avoir des entreprises qui sont au tapis. On l'a vu dans des secteurs, par exemple, comme les acides aminés, des choses comme ça, ou la nutrition agricole.

Je pense que c'est dans ma ville de naissance à Amiens, Eurolysine, qu'on défend. Ils font des acides aminés, c'est parfaitement dans ce qu'on veut, c'est pour la nutrition, l'alimentation des bêtes, souveraineté alimentaire, c'est tout ce qu'on veut faire. Ils sont là, ils avancent, ils sont compétitifs, *boum* ! On a un *dumping* chinois sur ce secteur. On demande une enquête. Chaque mois qui passe, c'est chaque mois de sortie du marché pour ces acteurs, parce que ça va très, très vite.

Quand on veut moderniser les outils que la Commission a à ce mandat, c'est pour pouvoir répondre plus rapidement et se dire, dès qu'il y a une suspicion, en fait, de concurrence déloyale et qu'on voit des positions qui posent problème, on doit pouvoir réagir et protéger. C'est aussi ce qu'il y a dans l'accélérateur industriel, c'est-à-dire des mécanismes d'aide beaucoup plus rapides pour nos secteurs.

Je pense qu'il y a maintenant un alignement beaucoup plus fort qu'il y a quelques mois de nos acteurs européens, de l'ensemble de nos partenaires. Ça, je le mesure. Il y a une volonté de passer à l'acte, comme on l'a fait sur certains dossiers, on a beaucoup poussé, avec des instruments nouveaux et plus efficaces, comme je viens de le dire, surtout plus rapides. Ceci doit s'accompagner d'un dialogue exigeant avec la Chine, c'est-à-dire celui des transferts de technologies et de la création d'emplois chez nous. Parce qu'il faut aussi reconnaître que les acteurs chinois, il y a de la sur-subvention, ils subventionnent en moyenne huit fois plus leurs entreprises que la moyenne de l'OCDE. Vous imaginez ? Mais dans le même temps, il faut reconnaître aussi que la Chine a réussi à aller très vite et très fort sur de l'innovation. Quand on parle des green tech, quand on parle de la robotique, ils ont aussi des solutions industrielles qui sont pertinentes. On veut faire ce transfert de technologie pour être efficace.

Merci beaucoup. Merci pour votre attention, vos questions. À très vite.

Je vais m'exprimer dans quelques heures sur l'innovation technologique, celle-ci, à Paris.

Merci.